



**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

Judicat de l'Entreprise du Hainaut
Division de Charleroi

Réserve
au
Moniteur
belge



19089976

26 JUIN 2019

Le Greffier

Greffier

N° d'entreprise : **0428.904.916.**
Nom

(en entier) : **LES INFIRMIER(E)S DE L'ENTRE SAMBRE ET HEURE**
(en abrégé) : **leSH**

Forme légale : **ASBL**

Adresse complète du siège : **Avenue des Faisans 18 - 6110 Montigny-le-Tilleul**

Objet de l'acte : Constitution

Les Fondateurs soussignés

Pour les personnes physiques :

1. Madame Louise CARETTE née le 09/02/1993, N° national : 93.02.09-264.75, domiciliée rue des Goutteaux numéro 15 boîte 21 à 6032 MONT-SUR-MARCHIENNE ;
2. Madame Nathalie BERNARD née le 19/01/1976, N° national : 76.01.19-154.06, domiciliée rue d'Acoz 82 à 6120 NALINNES ;
3. Madame Lucie DELCROIX, née le 09/06/1960, N° national : 60.06.09-186.70, domiciliée Avenue des Faisans 18 à 6110 MONTIGNY LE TILLEUL ;
4. Madame Mathilde DENRUYTER, née le 17/05/1992, N° national : 92.05.17-150.46, domiciliée Try du Scouf 11 boîte A à 6032 MONT SUR MARCHIENNE ;
5. Madame Stéphanie GERMEAU, née le 15/04/1981, N° national : 81.04.15-300.09, domiciliée Place Sturbois 63 à 6560 MONTIGNIES SAINT CHRISTOPHE ;
6. Madame Judith GIBANGU, née le 31/12/1979, N° national : 79.12.31-370.55, domiciliée rue Wattelart 15 à 6040 JUMET ;
7. Madame Agnès MINNE, née le 15/11/1955, N° national : 55.11.15-108.92, domiciliée rue de Tarciennes 16 à 6280 GERPINNES ;
8. Madame Julie BOGAERT, née le 01/02/1993, N° national : 93.02.01-196.62, domiciliée Grand Rue 136 à 6061 MONTIGNIES-SUR-SAMBRE ;
9. Madame Loredana MARINARO, née le 16/12/1992, N° national : 92.12.16-188.87, domiciliée Avenue Eugène Mascaux 483 à 6001 MARCINELLE ;
10. Madame Laura ROCHEZ, née le 09/09/1996, N° national : 96.09.09-238.19, domiciliée rue Forge Ferry 11 à 6141 FORCHIES LA MARCHE ;
11. Madame Manon VANDERZANDE, née le 03/09/1996, N° national : 96.09.03-244.96, domiciliée rue des Violettes 9 à 6010 COUILLET.

Réunis en assemblée le 23/05/2019, ont convenus de constituer une association sans but lucratif et d'accepter unanimement à cet effet les statuts suivants.

STATUTS DE L'ASBL

« LES INFIRMIER(E)S DE L'ENTRE SAMBRE ET HEURE »

ARTICLE 1 - L'ASSOCIATION

1.1. Forme juridique

L'association est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif (ASBL) conformément au Code des Sociétés et des Associations du 23 mars 2019 publié au Moniteur belge du 4 avril 2019 (dénommée ci-après « le CSA »).

1.2. Dénomination

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 05/07/2019 - Annexes du Moniteur belge

L'association est dénommée « LES INFIRMIER(E)S DE L'ENTRE SAMBRE ET HEURE ASBL », en abrégé « leSH ». Les dénominations complète et abrégée peuvent être utilisées ensemble ou séparément.

Il est entendu que l'association pourra développer des activités sans but lucratif ou des activités économiques sous sa propre dénomination, mais également, ponctuellement, en fonction d'événements ou d'activités bien spécifiques, sous d'autres labels ou appellations ou sigles qui viendront compléter sa dénomination.

1.3. Siège

Le siège de l'association est établi Avenue des Faisans 18 à 6110 Montigny-le-Tilleul, en Région Wallonne.

L'adresse du siège peut uniquement être modifiée par l'Assemblée Générale des membres par le biais d'une modification des statuts.

1.4. Durée

L'association est constituée pour une durée illimitée.

1.5. Mentions obligatoires

La dénomination de l'association (suivie de la mention « association sans but lucratif » ou « ASBL »), son siège social, son numéro d'entreprise, la mention R.P.M. suivie du tribunal du siège de l'association, l'adresse électronique de l'association, son site internet, ainsi que l'indication le cas échéant du fait qu'elle est en liquidation, doivent figurer sur tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, commandes, site internet et autres pièces émanant de l'association.

ARTICLE 2 – BUT(S) ET OBJET

L'Association a pour but de

a) Promouvoir et développer la pratique indépendante de l'art infirmier et la qualité des soins infirmiers à domicile

b) Regrouper les praticiens indépendants de l'art infirmier au sens de la loi belge relative à l'exercice des professions de soins de santé et leurs groupements ou associations respectives.

c) Représenter et défendre la profession et l'exercice de praticien indépendant de l'art infirmier tant du point de vue de leurs intérêts professionnels que dans l'intérêt des patients qui leur sont confiés à domicile

L'association développe ses activités, sur l'ensemble du territoire belge, en dehors de toute considération philosophique et politique et contribue à la défense du principe constitutionnel de « liberté individuelle ». consacré par l'article 74 de la loi du 09 août 1963.

L'association peut utiliser tous les moyens légaux qu'elle estime nécessaires à la réalisation de ses buts. Elle peut agir, sur l'ensemble du territoire belge, sous diverses formes, notamment de défense professionnelle, de recommandations et avis, de services aux tiers...

L'Association pourra prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet.

L'Association pourra exercer, sans restriction, des activités économiques/à but lucratif et/ou non économiques, pour autant que ceux-ci restent conformes aux lois et aux règlements qui lui sont applicables et que le produit, l'avantage patrimonial ou les bénéfices engendrés par ces activités soient de tout temps strictement affectés à la réalisation du but ou des buts désintéressé(s) poursuivi(s) par l'Association.

L'Association pourra poser tous les actes et opérations se rapportant directement ou indirectement à son objet ou qui seraient de nature à faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation de son objet. Elle pourra notamment prêter son concours à et nouer des partenariats avec toute entité, de droit privé ou de droit public, ayant des buts et activités similaires ou complémentaires aux siens.

L'Association pourra posséder, en pleine propriété ou en usufruit, acheter ou prendre en location, tous biens meubles ou immeubles.

ARTICLE 3 – MEMBRES

L'association est composée de membres effectifs praticiens indépendants et/ou libéraux de l'art infirmier et de groupes associés effectifs. L'assemblée générale peut désigner des membres d'honneur.

3.1. Membres effectifs

L'Association compte au moins trois membres effectifs, qui disposent de tous les droits visés par le CSA et les présents Statuts. Le nombre de membres effectifs ne peut être inférieur à trois.

Les fondateurs susmentionnés sont les premiers membres effectifs de l'Association.
Les conditions d'admission en qualité de membre effectif sont les suivantes :

Est membre effectif, toute personne physique :

- 1/ praticien de l'art infirmier au sens de la loi belge en vigueur
- 2/ démontrant une pratique indépendante de l'art infirmier à titre principal ou à titre accessoire à domicile
 - par une attestation d'enregistrement à l'INAMI
 - par une attestation d'enregistrement aux Lois Sociales
- 3/ qui marque son adhésion par une démarche volontaire personnelle
- 4/ qui paie sa cotisation

Est groupe associé effectif, tout groupe :

- 1/ ayant une personnalité juridique
- 2/ composé exclusivement de praticiens de l'art infirmier au sens de la loi belge en vigueur
- 3/ dont les membres démontrent une pratique indépendante et/ou libérale de l'art infirmier à titre principal ou à titre accessoire

- par une attestation d'enregistrement à l'INAMI
- par une attestation d'enregistrement aux Lois Sociales

Le membre associé effectif est représenté à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration par un membre praticien de l'art infirmier désigné par lui.

L'Assemblée Générale peut définir plus précisément ce que l'association entend par groupe associé effectif en fonction de l'organisation des activités habituellement réalisées dans la pratique de l'art infirmier.

Les candidats adressent leur candidature à l'organe d'Administration par écrit, lequel se prononcera soit lors de sa première réunion suivant la réception de cette candidature, soit lors d'une réunion au cours de laquelle seront examinées toutes les candidatures reçues au cours du trimestre civil écoulé. La candidature est acceptée si la décision est prise à la majorité absolue de tous les droits de vote au sein de l'organe d'Administration que les membres de cet organe détenteurs de ces droits soient présents, représentés ou absents.

Le refus ne doit pas être motivé mais la décision est communiquée au candidat. Le candidat non admis ne peut présenter une nouvelle candidature qu'après un délai d'un an suivant la décision de refus qui lui aura été notifiée.

Les membres effectifs disposent ont tous les droits et obligations définis dans le CSA et les présents Statuts.

3.2. Membres adhérents

Toute personne physique ou morale ou toute organisation qui soutient les buts de l'Association peut introduire auprès de l'organe d'administration une demande écrite, afin de devenir membre adhérent.

L'organe d'administration peut décider souverainement et sans autre motivation de ne pas accepter un candidat en qualité de membre adhérent.

Les membres adhérents disposent des mêmes droits que les membres effectifs en vertu des présents Statuts, à l'exception du droit de vote en assemblée générale. Notamment, les membres adhérents peuvent participer aux activités organisées pour les membres effectifs.

3.3. Démission

Les membres effectifs et groupes associés effectifs sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire, tout membre qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe, dans le mois du rappel qui lui est adressé, par courrier ordinaire, à la poste.

3.4. Exclusion - Suspension

L'exclusion d'un membre effectif, d'un groupe associé effectif, ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale et à la majorité des deux tiers des voix présentes.

Le Conseil d'Administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'assemblée générale, les membres qui notamment se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts, aux règlements d'ordre intérieur ou aux lois ou pour toute autre cause pouvant avoir pour conséquence l'exclusion du membre.

La suspension et l'exclusion sont notifiées à l'intéressé par écrit.

La qualité de membre effectif ou adhérent se perd automatiquement par le décès.

3.5. Absence de droit des membres sur les avoirs de l'association

Les membres démissionnaires, suspendus ou exclus, ainsi que les héritiers ou ayants droit d'un membre décédé, n'ont aucun droit sur les avoirs de l'association.

Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de compte, ni apposition de scellés, ni inventaires, ni le remboursement des cotisations versées. Ils doivent restituer à l'association tous les biens de celle-ci qui seraient en leur possession dans les quinze jours de leur démission, suspension ou exclusion.

3.6. Cotisations

Le montant des cotisations annuelles dues par les membres effectifs et les groupes associés effectifs est fixé par l'assemblée générale soit 120€ « cent vingt Euros » par an, indexé.

Le règlement d'ordre intérieur, dont la dernière version a été approuvée en date du 26/04/2019, fixe les montants de cotisations et les modalités de paiement.

3.7. Registre des membres

L'organe d'administration tient au siège de l'association un registre des membres conformément à l'article 9:3 du CSA. L'organe d'administration peut décider que le registre sera tenu sous forme électronique.

Ce registre ne peut être déplacé.

Les membres peuvent communiquer à l'association une adresse électronique. Dans ce cas, toute communication à cette adresse électronique est réputée être intervenue valablement.

ARTICLE 4 – L'ASSEMBLEE GENERALE DES MEMBRES

4.1. Composition

L'Assemblée Générale est composée de tous les membres effectifs et groupes associés effectifs. Elle est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, s'il est absent par le vice-président ou, par le plus âgé des administrateurs.

4.2. Compétences et pouvoirs

L'Assemblée Générale détermine la politique générale de l'Association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par le CSA ou par les présents Statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence :

- Les modifications aux statuts ;
- La nomination et la révocation des administrateurs ainsi que la fixation de leur rémunération dans le cas où une rémunération leur est attribuée.
- Le cas échéant, la nomination et la révocation des commissaires aux comptes et la fixation de leur rémunération ;
- La décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires aux comptes, ainsi que le cas échéant l'introduction d'une action de l'association contre les administrateurs et les commissaires ;
- L'approbation des budgets et des comptes annuels,
- La dissolution de l'association,
- L'exclusion d'un membre,
- La transformation de l'association en AISBL, en société coopérative agréée comme entreprise sociale et en société coopérative entreprise sociale agréée ;
- Effectuer ou accepter l'apport à titre gratuit d'universalité ;
- Tous les autres cas où la loi ou les statuts l'exigent ;

4.3. Convocation - Représentation

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an dans le courant du premier semestre.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut se réunir à tout moment sur convocation de l'organe d'administration et/ou du commissaire, dans tous les cas prévus par la loi et les Statuts ou à la demande d'au moins un cinquième des membres effectifs de l'association.

Les Assemblées Générales se tiennent au siège de l'association ou à tout autre endroit désigné dans la convocation.

L'Assemblée Générale est convoquée par lettre ordinaire ou par quelque moyen électronique de communication, adressé à chaque membre effectif et chaque groupe associé effectif, au moins huit jours avant l'assemblée et signée par un des administrateurs au nom du conseil d'administration. L'ordre du jour est mentionné dans la convocation. Toute proposition signée d'un nombre de membres au moins égal au vingtième est portée à l'ordre du jour.

Sauf dans les cas prévus aux articles 8, 12 et 20 de la loi du 27 juin 1921, modifiée par la loi du 02 mai 2002, l'assemblée peut, en cas d'urgence constaté à la majorité des membres présents ou représentés, délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour.

Chaque membre effectif et/ou groupe associé effectif a le droit d'assister à l'Assemblée Générale selon les modalités de représentation définies par l'Assemblée Générale dans le cadre d'un Règlement d'Ordre Intérieur.

Il peut se faire représenter par un autre membre, à condition que celui-ci soit membre effectif. Le mandaté doit être porteur d'un mandat écrit.

4.4. Quorum et vote

Tous les membres effectifs ont un droit de vote égal à l'Assemblée Générale, chacun disposant d'une voix.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf dans le cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

Les votes ont lieu à haute voix ou à main levée. Le président ou son remplaçant vote en dernier lieu. En cas de partage des voix, la voix du président ou de son remplaçant est prépondérante. Tout vote concernant une personne (désignation, nomination, exclusion, etc..) sera secret.

Les autres modalités de vote sont définies par l'Assemblée Générale dans le cadre d'un Règlement d'Ordre Intérieur.

4.5. Procès-verbaux – Registre

Les décisions de l'Assemblée Générale, sont consignées dans un registre des procès-verbaux signés par deux administrateurs au moins.

Les procès-verbaux sont conservés au siège social, où tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance, sans déplacement du registre. Les membres effectifs et/ou groupe associé effectif, justifiant d'un intérêt, peuvent demander des extraits de ces procès-verbaux, signés par deux administrateurs au moins.

ARTICLE 5 – ADMINISTRATION ET REPRESENTATION

5.1. Composition de l'organe d'Administration

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration, composé de trois membres au moins et de trente-trois au plus. Les administrateurs sont désignés par l'Assemblée Générale parmi les membres effectifs et les groupes associés effectifs selon les modalités de représentation

L'assemblée qui nomme le ou les administrateur(s) fixe leur nombre, la durée de leur mandat. A défaut d'indication de durée, le mandat sera censé conféré sans limitation de durée.

L'organe d'administration désigne en son sein un(e) président(e), un(e) vice-président(e), un(e) trésorier(e) et un(e) secrétaire.

En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président, à défaut, par le secrétaire et à défaut par le plus ancien des administrateurs présents.

En cas d'empêchement, un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur, porteur d'une procuration écrite. On ne peut être titulaire que d'une seule procuration.

Tout administrateur absent à trois séances consécutives et non excusé et représenté, est considéré comme démissionnaire.

L'administrateur qui désire démissionner doit le notifier par écrit à l'organe d'administration. L'organe d'administration en accusera réception et accomplira les formalités de publicité requises par la loi dans le mois suivant.

5.2. Rémunération des administrateurs

L'assemblée générale décide si le mandat d'administrateur est ou non exercé gratuitement.

Si le mandat d'administrateur est rémunéré, l'assemblée générale, statuant à la majorité absolue des voix, détermine le montant de cette rémunération fixe ou proportionnelle. Cette rémunération sera portée aux frais généraux, indépendamment des frais éventuels de représentation, voyages et déplacements.

5.3. Organe d'administration : réunions, délibérations et décisions

Le conseil se réunit sur convocation du président. Il doit être convoqué à la demande de deux administrateurs. Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres sont présents, sauf en ce qui concerne la nomination des membres effectifs.

Ses décisions sont prises à la majorité relative des votants selon les modalités des articles 13 et 14. Le président ou son remplacement vote en dernier lieu.

En cas de partage, la voix du président, ou de son remplaçant est prépondérante.

Les décisions du Conseil d'Administration, sont consignées dans les procès-verbaux signés par deux administrateurs au moins. Des extraits de ces procès-verbaux, signés par deux administrateurs au moins peuvent être demandés.

En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président, à défaut, par le secrétaire et à défaut par le plus ancien des administrateurs présents.

5.4. Organe d'administration : compétences et pouvoirs

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il peut notamment faire et recevoir tous les paiements et en exiger ou donner quittance; faire ou recevoir tous dépôts, acquérir, échanger ou aliéner tous biens meubles ou immeubles, ainsi que prendre ou céder un bail, même pour plus de neuf ans; accepter et recevoir tous droits et donations; consentir et conclure tous contrats d'entreprise et de vente; contracter tous emprunts avec ou sans garantie; consentir et accepter tous subrogations et cautionnements; hypothéquer les immeubles sociaux; contracter et effectuer tous prêts et avances; renoncer aux droits contractuels ou réels, ainsi qu'à toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires; exécuter tous jugements, transiger, compromettre.

Sont seuls exclus de sa compétence les actes réservés par la loi ou les présents statuts à celle de l'Assemblée Générale.

Le Conseil nomme tous les agents, employés et membres du personnel de l'association et met fin à leurs fonctions. Il détermine leurs occupations et leurs traitements.

5.5. Gestion journalière

La gestion journalière de l'Association, ainsi que la représentation de celle-ci en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée par l'organe d'administration à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, et dont il fixera les pouvoirs et éventuellement le salaire ou appointement.

Lorsque la gestion journalière est confiée à plusieurs personnes, celles-ci agissent conjointement.

La gestion journalière comprend aussi bien les actes et décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de l'association que ceux qui soit en raison de l'intérêt mineur qu'ils représentent soit en raison de leur caractère urgent, ne justifient pas d'intervention de l'organe de gestion.

Cette délégation inclut la représentation de l'association vis-à-vis de tiers, en ce compris la représentation en justice en ce qui concerne la gestion journalière.

5.6. Représentation

Les actes qui engagent l'association autres que ceux de la gestion journalière, sont signés, à moins d'une délégation spéciale du conseil, soit par le président, ou en son absence par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers. Ils sont contresignés par le secrétaire.

Le conseil peut désigner un administrateur délégué, en vertu de modalités à définir dans le Règlement d'Ordre Intérieur. Ses pouvoirs sont fixés par le règlement d'ordre intérieur. Les administrateurs et délégués à la gestion journalière qui représentent l'association doivent, dans tous les actes engageant l'association, faire procéder ou suivre immédiatement sa signature de l'indication de la qualité en vertu de laquelle elle agit.

Les administrateurs et la ou les personne(s) chargée(s) de la gestion journalière ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

ARTICLE 6 - MODIFICATION AUX STATUTS

Une Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts, en ce compris les modifications à l'objet social de l'Association, que si l'objet de ces modifications est spécialement indiqué dans la convocation et que si les deux tiers des membres sont présents ou représentés.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée est convoquée. Cette seconde assemblée peut délibérer valablement sur le même ordre du jour quel que soit le nombre des membres présents ou représentés à condition que plus de 15 jours se soient écoulés depuis la première assemblée.

Dans les deux cas précités, une modification aux Statuts ne peut être adoptée que si elle réunit les deux tiers des voix des membres effectifs présents ou représentés. Toutefois, la modification qui porte sur le ou les buts en vue desquels l'association est constituée, ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

ARTICLE 7 - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association ou la modification des statuts que conformément aux articles 8 et 20 de la loi du 27 juin 1921, modifiée par la loi du 02 mai 2002.

La décision ne peut être adoptée que si elle réunit les quatre cinquièmes des voix des membres effectifs présents ou représentés.

Si la dissolution est décidée, l'Assemblée Générale nomme un liquidateur dont elle définira la mission.

En cas de dissolution et de liquidation, l'Assemblée Générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'association à une association ayant les mêmes buts. Le patrimoine de l'association sera affecté au but désintéressé visé à l'article 2.

ARTICLE 8 - FINANCEMENT ET COMPTABILITE

8.1. Financement

L'association sera notamment financée par des subventions, des allocations, des cotisations, des dons, des legs ou autres dispositions testamentaires, obtenus tant pour soutenir les buts généraux de l'Association que pour soutenir un projet spécifique.

L'Association peut par ailleurs lever des fonds par tout moyen légal, et peut également vendre des biens ou des prestations tant que le fruit de cette vente est utilisé au profit de l'Association pour accomplir son but désintéressé.

8.2. Comptabilité

L'exercice comptable débute le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année civile.

L'Association doit tenir une comptabilité conforme au droit belge et selon le plan comptable légal.

L'organe d'Administration soumet, pour approbation, à l'Assemblée Générale son rapport de gestion et le compte rendu annuel de l'exploitation qui se rapporte à l'exercice précédent.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle, la situation financière et l'exécution du budget est présenté par le Trésorier ou à défaut par le Président aux membres de l'Association.

8.3. Commissaires aux Comptes

Dans la mesure où elle y serait légalement obligée, en application de l'article 3 :47, §6 du CSA, l'Association nommera un commissaire aux comptes pour la période déterminée par la loi applicable et qui pourra être réélu.

Le Commissaire examine les livres de l'Association au moins une fois par an et présentent un rapport sur les comptes annuels à l'Assemblée Générale Annuelle.

ARTICLE 9 - REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Un Règlement d'Ordre Intérieur sera établi par l'organe d'administration.

Des modifications à ce règlement pourront être apportées par l'organe d'administration statuant à la majorité simple de ses membres présents ou représentés.

ARTICLE 10 – DIVERS

• Tout ce qui n'est pas prévu explicitement dans les présents statuts est réglé par le Code des Sociétés et des Associations

• L'association est membre du CREPIC ASBL (Commission Régionale d'Ethique Pluraliste Infirmière Carolorégienne) dont le numéro d'entreprise est le 0478 447 253.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS FINALES ET/OU TRANSITOIRES

A/ Les fondateurs comparants prennent à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au Greffe du Tribunal de l'Entreprise compétent, lorsque l'association acquerra la personnalité juridique.

1. Premier exercice social :

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera le jour du dépôt et finira le 31 décembre 2020.

2. Désignation des administrateurs :

Les comparants décident à l'unanimité que l'organe d'administration sera composé des administrateurs suivants, qui acceptent tacitement ce mandat :

1. Nathalie BERNARD (NN 76.01.19-154.06), rue d'Acoz 82 à 6120 NALINNES
2. Louise CARETTE NN 93.02.09-264.75), Rue des Goutteaux numéro 15 boîte 21 à 6032 Mont sur Marchienne
3. Lucie DELCROIX, (NN 60.06.09-186.70), Avenue des Faisans 18 à 6110 MONTIGNY LE TILLEUL
4. Mathilde DENRUYTER, (NN 92.05.17-150.46), Try du Scouf 11 à 6032 MONT SUR MARCHIENNE
5. Stéphanie GERMEAU, (NN 81.04.15-300.09), Place Sturbois 63 à 6560 MONTIGNIES SAINT CHRISTOPHE
6. Judith GIBANGU, (NN 79.12.31-370.55), rue Wattelart 15 à 6040 JUMET
7. Agnès MINNE, (NN 55.11.15-108.92), rue de Tarciennes 16 à 6280 GERPINNES

Leur mandat est exercé gratuitement.

3. Commissaires

Compte tenu des critères légaux et des présents statuts, les comparants décident de ne pas nommer de commissaire-réviseur.

15/12/2004

4. Composition de l'organe d'Administration

Les personnes désignées comme administrateurs désignent en qualité de :

Président : Lucie Delcroix

Vice-président : Judith Gibangu

Secrétaire : Mathilde Denruyter

Trésorier : Stéphanie Germeau



B/ L'organe d'administration désigne comme personnes chargées de la gestion journalière ayant tous les pouvoirs de gestion et de représentation afférente à cette gestion quotidienne :

- ☐ Lucie Delcroix
- ☐ Judith Gibangu
- ☐ Mathilde Denuruyter
- ☐ Stéphanie Germeau

Ici présentes et qui acceptent.

Ils agissent en qualité d'organe dirigeant de l'Association. Chacun peut agir seul.

C/ Reprise d'engagements.

Les personnes désignées comme administrateurs décident la reprise par l'Association des engagements qui auraient été souscrits au nom de l'Association en formation conformément à l'article 2 :1 du Code des Sociétés et des Associations.

Fait à Charleroi,

Le 23 mai 2019

En 11 exemplaires originaux pour chacune des fondatrices.

Lucie Delcroix
Présidente